

Communiqué

Grippe A : « Notre santé vaut plus que leurs profits »

jeudi 10 septembre 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2009).

Dans les mois qui viennent, la France, va être touchée par la pandémie de grippe A.

Malgré les rododromades, les réponses du gouvernement français sont inadaptées à la situation. Elles se situent dans le cadre de politiques libérales, pour qui la santé de la population est subordonnée aux impératifs du profit.

La priorité donnée aux besoins de santé nécessiterait un système de santé public, avec des moyens suffisants totalement gratuit et proche de la population. Nous voulons un débat sur la stratégie de vaccination, d'autant qu'à la vaccination ciblée de la grippe saisonnière, on passe à une vaccination de masse avec des adjuvants comme le thiomercure, accusés de complications neurologiques, surtout chez la femme enceinte et les jeunes enfants.

Il faudrait également envisager si nécessaire l'interruption de certaines activités économiques non indispensables sans aucune pénalisation financière pour les salariés, le maintien du salaire pour les parents qui n'auraient pas de solution de garde pour leurs enfants atteints du virus..

La politique gouvernementale va à l'encontre de telles exigences.

Pire, elle prévoit d'utiliser l'épidémie pour aller de l'avant dans la casse du code du travail, et imposer encore davantage de « flexibilité ». De même l'épidémie de grippe sert à justifier le transfert des activités hospitalières les plus lucratives vers les cliniques privées.

Le NPA exige pour sa part :

- Une information et un débat public permettant une prise en charge collective et citoyenne de l'épidémie.
- La gratuité totale des soins pour tous les patients touchés par la grippe A.
- La mobilisation de l'ensemble du système de santé, les cliniques n'ayant aucune raison de ne pas être sollicitées face à l'épidémie.
- Le retrait de la loi Bachelot, et l'attribution des moyens nécessaires pour l'hôpital public.

Il appelle à refuser toute mise en cause des droits sociaux et des droits démocratiques sous couvert de mobilisation contre l'épidémie.

Le mercredi 9 septembre 2009

NPA 7-09-2009 : Note sur la grippe

L'université d'été du NPA a été l'occasion d'un premier échange avec l'atelier grippe. L'occasion aussi d'une rencontre entre une délégation de la commission santé qui animait l'atelier et une délégation de l'exécutif, en vue de faire de la politique -anti-capitaliste- avec la grippe. Un débat est prévu avec l'exécutif lundi 14 septembre. Compte-rendu trop rapide, avec ajouts des membres de la commission.

Le gouvernement en fait trop ? Il fait surtout mal ! Après avoir noté le surtraitement médiatique, les roulements de biceps de Roselyne Bachelot, les milliards d'euros jamais dépensés pour les pathologies du Sud (Sida, palu...), pourquoi nous devons prendre au sérieux la pandémie grippale A/H1N1 ?

Pour 3 raisons au moins :

- La question du droit à la santé.
- Le droit du travail, première victime de la grippe. A chacun ses urgences sociales : nos vies valent plus que leurs profits.
- La pandémie naît dans les usines à porc du capitalisme.

La gestion de la pandémie confiée au marché et à l'Etat fort, un moment d'unanimité nationale pour Roselyne et Nicolas ou au contraire, la formulation par le mouvement social, et donc le NPA, de ses propres exigences sociales, écologiques, sanitaires... et donc politiques, en lien avec une expertise indépendante. Voilà l'alternative. Pas besoin de dramatiser la pandémie pour faire plus anti-capitaliste (les labos qui lâchent les virus pour vendre des vaccins...), poser les bonnes questions.

1-La question du droit à la santé.

Guère plus dangereuse -pour l'instant- que la grippe saisonnière, par contre très contagieuse, elle risque de toucher en plusieurs vagues jusqu'à 30% de la population mondiale, multipliant ainsi hospitalisations et complications, révélant ainsi les fragilités des systèmes de santé (détruits au Sud sur injonction du FMI, victimes de l'austérité au Nord...).

Dans le secteur santé, il faut relancer la mobilisation contre la loi Bachelot autour de cette question. Fermetures de lits, d'hôpitaux de proximité, plan de retour à l'équilibre des CHU avec 30000 suppressions de postes, concurrence avec le privé... C'est tout le contraire qu'impose l'urgence grippale. S'appuyer sur collectif de défense des hôpitaux, collectif service public, syndicats, chefs de services, associations... pour faire émerger nationalement cette exigence et lui imposer embauches et budgets en fonction des besoins sanitaires.

Public/privé. Les plans blancs vont reporter tout ce qui est hospitalisation programmée, pour consacrer toutes les ressources de l'hôpital public aux complications de la grippe. Le privé et ses dépassements d'honoraires sont en embuscade pour encore plus capter cette médecine rentable. Urgence sanitaire ! Tous les lits privés ET publics doivent être utilisés, réquisitionnés. Interdiction des dépassements d'honoraires.

Gratuité. Il faut remettre en avant la question de la gratuité (les masques sont bien gratuits...), du refus des tickets modérateurs, augmentation des forfaits hospitaliers, baisse du remboursement du

paracetamol, l'interdiction des dépassements d'honoraires, et le caractère universel du même droit à la santé pour tous.

Prise en charge à 100% des arrêts de travail, congés pour enfant malade ou fermeture d'école. Et pas Rtt ou CA ou simple autorisation d'absence...

Vaccination/Tamiflu. Rappel. Paracetamol, hydratation, lavage des mains, isolement et masques sont dans l'extrême majorité des cas la seule nécessité.

Un produit comme le Tamiflu de Roche n'a jamais été testé sur les complications et la mortalité de la grippe saisonnière. Sa place est donc très limitée. Vanté partout par l'OMS, il a surtout servi aux profits du labo. Son utilisation de masse risque surtout de générer des résistances dans les situations de pneumonies virales et complications où il pourrait être utile.

La vaccination, non obligatoire, et ciblée sur les populations âgées et fragilisées, a fait la preuve de son efficacité non pas sur les signes banaux, où il est peu efficace, mais sur la gravité de la grippe saisonnière : Réduction de 50% des complications et de 80% de la mortalité (chiffres validés par une analyse indépendante revue Prescrire). Elle joue donc un rôle positif, et la capacité mondiale de production a été limitée, comme l'a expliqué le Pdg de Sanofi devant la commission parlementaire : « une augmentation significative du potentiel de production confronterait les industriels à un risque économique et financier non négligeable ». Nous le dénonçons.

Mais le gouvernement français, avant même la définition d'une stratégie de vaccination pour le H1N, a acheté 90 millions de doses (45x2) pour un milliard d'euros. Pour permettre cette vaccination de masse demandée par le gouvernement en situation de pénurie de capacité de vaccination, des adjuvants, tels le thiomercure doivent être ajoutés au vaccin pour pouvoir produire suffisamment. Mis en cause pour sa toxicité neurologique, centrale et périphérique, encore aggravée chez les enfants en très bas âge et les femmes enceintes, l'OMS, l'agence européenne pour l'évaluation des médicaments (depuis juillet 99), l'AFSSAP, l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (juin 2000) demandent le retrait du thiomérosal des vaccins pour enfants. Puis l'agence européenne change d'avis. Le débat est en cours. D'ores et déjà, pour les femmes enceintes et les enfants en bas âge, ce choix nous paraît inadmissible. Une inquiétude d'autant plus légitime qu'en 1976, la vaccination de masse décidée aux USA avait favorisé l'apparition de paralysies ascendantes (guillain barré).

Vaccination ciblée ou vaccination de masse avec ou sans thiomercure, en France ou partout dans le monde ?

Nous voulons un débat contradictoire car nous craignons qu'aux priorités de santé publique, prévenir les complications, s'ajoute un impératif économique -largement illusoire- la population au travail. Or nous connaissons, en cas de pic massif, une autre méthode... fermer écoles et entreprises (sauf prioritaires). Elle n'est dangereuse que... pour les profits. La vaccination doit aussi être éclairée, et ne peut donc se faire à la chaîne.

2-A chacun ses urgences sociales.

Le droit du travail 1^{re} victime de la grippe. Nos vies valent plus que leurs profits.

Le capital et le travail vont chacun révéler ce qui est prioritaire dans cette situation d'urgence sociale, de désorganisation économique et sociale de masse que risque de connaître toute notre société.

Les plans de continuité d'activité vont privilégier les sources de profit, les grands comptes, la flexibilité et la continuité de l'Etat. Notre priorité c'est l'information, la sécurité des personnels et du

public, la sécurité des installations et le service au public. Pas question de payer pour leur grippe sur nos salaires ou RTT. Nous voulons le contrôle ouvrier sur toutes les décisions pour faire entendre nos exigences. CHSCT, CTP...

Refus de la flexibilité, de la casse du droit du travail. Circulaire du ministère du travail indiquant que le refus des heures sup peut valoir licenciements.

S'il faut fermer, prise en charge à 100% par l'employeur. Décathlon veut élargir les horaires d'ouverture et ouvrir samedi dimanche « pour diluer » les contacts et maintenir ses profits. Nous, on est plutôt pour fermer Decathlon, payer à 100% les salariés, ce qui libérera d'ailleurs des personnes pour garder les enfants si les écoles ferment. Nos vies valent plus que leurs profits.

3-L'émergence d'une pandémie virale dans les gigantesques usines à porc du capitalisme.

Première pandémie annoncée du XXI siècle, elle accuse les bouleversements induits récemment par le capitalisme dans l'agriculture. Une diversité génétique toujours plus réduite, un entassement toujours plus grand des animaux, pour toujours plus de profits, cela fait de l'agro-business un gigantesque incubateur. On retrouve actuellement la même émergence virale de masse dans l'aquaculture du saumon au Chili (article TEAN or rose et pandémie virale), ou le rôle des usines à poulet dans la diffusion de la grippe aviaire hier... Le capitalisme favorise ainsi les risques de recombinaison scénario noir de la grippe espagnole de 1918.

Défense de la biodiversité, d'une agriculture paysanne de proximité contre l'agrocapitalisme font aussi partie de notre projet éco-socialiste

La grippe est donc un objet politique.

- Un tract central sur le sujet doit être proposé rapidement. En plus d'un tract spécifique secteur santé.
- Une vidéo doit être préparée pour le site, un communiqué discuté avec notre porte-parole.
- Une page centrale de « Tout est à nous ! » donnant des éléments d'intervention doit être préparée

Ressources :

* <http://www.europe-solidaire.org> recherche grippe :

- Grippe A : [Grippe A/porcine](#) (en français)
- Grippe A : [Swine flu](#) (en anglais)
- Grippe aviaire : [Grippe aviaire / H5N1](#) (en français)
- Grippe aviaire : [Bird Flu](#)

. Un livre à paraître chez Sylepse : Grippe A, Petit manuel à l'usage de ceux qui vont attraper la grippe - et des autres aussi - et qui ne veulent pas mourir idiot par Gérard Chaouat & Patrick Silberstein

Informations diverses

Toujours sur la grippe :

- Olivier Besancenot est signataire de l'appel « Notre souci : préserver la démocratie » signé par des médecins ainsi que par des responsables politiques, syndicaux et associatifs, appel publié par *Libération*. Voir : [Grippe A : « Notre souci : préserver la démocratie »](#)
- Le NPA a également publié un communiqué sur ce sujet. (voir ci-dessus)